



DAKAR RÉGION VERTE

Le journal du plan climat

N° 1 – juin 2012

ÉDITO

Quand une région comme l'Île-de-France s'investit dans un projet de coopération décentralisée, son objectif est autant de prendre part au développement de la collectivité partenaire, en l'accompagnant de manière parfois décisive, que d'affiner et développer ses propres compétences grâce aux enseignements tirés de cette expérience. Il s'agit de cette fameuse réciprocité, aujourd'hui mieux prise en compte dans les accords de coopération décentralisée.

Depuis 1995 la Région Île-de-France mène une coopération décentralisée prioritaire avec la Région de Dakar, dont le plan climat est devenu un enjeu majeur. C'est donc tout naturellement que l'ARENE Île-de-France, l'agence régionale du développement durable, porte l'assistance à maîtrise d'ouvrage de ce projet ambitieux. Particulièrement exposée aux impacts du changement climatique, la Région de Dakar fonde d'importants espoirs sur cette initiative. En identifiant avec elle les enjeux, objectifs et priorités liés au changement climatique, l'ARENE va parfaire son approche de cette problématique aux plans technique et méthodologique. À terme, cet échange bénéficiera également à la Région Île-de-France et pourra, se transmettre à l'ensemble des collectivités souhaitant être accompagnées dans une coopération décentralisée similaire – voire dans leur propre plan climat territorial. À travers cet exercice aussi excitant que délicat, les deux territoires entreront ainsi dans une ère plus durable, marquée par une plus grande prise en compte des hommes, des femmes, de leur environnement... et de l'avenir.

Laurence Abeille
Présidente de l'ARENE Île-de-France

CETTE ANNÉE 2012 MARQUE LE DÉBUT D'UNE AVENTURE APPELÉE À DURER TROIS ANS, LE TEMPS D'UNE MISSION CONFIEE À L'AGENCE RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉNERGIE (ARENE) D'ÎLE-DE-FRANCE PAR LES DEUX RÉGIONS PARTENAIRES. CETTE AVENTURE POURSUIT UN OBJECTIF PRÉCIS ET AMBITIEUX : L'ACCOMPAGNEMENT DE LA RÉGION DE DAKAR À LA CONCEPTION DE SON PLAN CLIMAT TERRITORIAL INTÉGRÉ (PCTI) ET LA PRÉPARATION DE SA MISE EN ŒUVRE, QUI INTERVIENDRA PAR LA SUITE.

Trois ans. Cela passera vite, et pourtant nombre de choses s'y dérouleront : grands événements, petites histoires quotidiennes, péripéties, rebondissements... Si le but est clair, le cheminement pour l'atteindre réservera des surprises. Beaucoup de ces faits en devenir nous échappent donc en partie, mais nous pressentons qu'ils transformeront à jamais ceux qui s'y frotteront : élus, techniciens, associations, populations, partenaires publics ou privés... Car ce projet

n'est pas banal. Aborder l'élaboration d'un plan climat dans le cadre de la coopération décentralisée, est effectivement une façon innovante d'agir. Chacun a d'ores-et-déjà conscience que l'on n'avancera pas sans faire face à des obstacles qu'il faudra dépasser ensemble.

Ensemble... c'est peut-être le mot-clé de cette aventure, car ce projet sera bâti en commun, pas à pas, en fonction d'un contexte spécifique dont certains traits sont connus, certains autres à vérifier, d'autres encore

à identifier.

Dakar Région Verte, le journal du plan climat, dont voici le premier numéro, sera le témoin de la construction du projet, de ses grandes étapes comme de ses avancées progressives. Il vous donnera rendez-vous tous les six mois pour en tracer les grandes lignes et en révéler les coulisses, en donnant largement la parole à celles et ceux qui le font – c'est-à-dire, à un nombre et une diversité grandissants de personnes...

SUITE P2



VOUS AVEZ DIT « PLAN CLIMAT »

Le plan climat fait partie de ces concepts dont on entend parler sans toujours savoir avec exactitude ce qu'ils recouvrent...

Ce terme – comme celui de Plan climat-énergie territorial (PCET) dans la loi Grenelle II de 2010 – désigne un projet de territoire (continent, pays, région, commune...) mettant en cohérence l'ensemble des politiques qui visent à lutter contre le changement climatique. Tout plan climat comporte un volet « atténuation » qui vise la réduction des émissions de gaz à effet de serre, et un volet « adaptation » qui aide à faire face aux changements inéluctablement engagés.

Un plan climat doit permettre d'identifier les différentes sources d'émissions de gaz à effet de serre, de mettre en évidence les moyens de les réduire tout en luttant contre les effets du changement climatique, de proposer et mettre en œuvre des actions opérationnelles à court, moyen et long termes, de s'organiser pour mettre en œuvre ce plan d'actions avec tous les acteurs du territoire, puis d'en évaluer les résultats. Cela touche donc directement à différents domaines : transports, bâtiments, gestion de l'eau, déchets, etc. Le concept onusien de Plan climat territorial intégré (PCTI) inclut une dimension internationale qui s'accomplit en particulier dans la coopération décentralisée. Le financement de cette approche ambitieuse requiert, dans chaque territoire concerné, l'implication et la mise en synergie des bailleurs internationaux et des collectivités territoriales déjà en lien avec ce territoire, ou ayant légitimité à prendre part au projet.

(En France, la loi Grenelle II impose à l'ensemble des collectivités de plus de 50 000 habitants d'adopter avant le 31 décembre 2012 un PCET compatible avec le Schéma régional climat air énergie (SRCAE) défini par leur Région.)

[1] PORTRAIT



Aissatou Sene
Directrice de la coopération au Conseil régional de Dakar (CRD)

Après une formation en Aménagement du

territoire, mention urbanisme, et en sociologie urbaine à l'Université de Nanterre, Aissatou Sene a commencé sa carrière territoriale au sein de la cellule « Village traditionnel » de la ville de Dakar, où elle encadrait la restauration de quartiers. Ses pas l'ont conduite ensuite à la Direction de la protection de la santé et de l'action sociale. Elle y a travaillé sur un projet d'appui aux communes d'arrondissement, avant d'être recrutée par la commune d'arrondissement de Dieuppeul-Derklé où elle a monté un programme financé par la coopération française. Puis elle a passé deux années aux côtés du PNUD, dans le cadre du suivi du programme d'environnement « Life ». Depuis 2003, elle est directrice de la coopération au CRD, où elle a notamment en charge le suivi de tous les projets menés dans le cadre de la coopération avec le Conseil régional d'Île-de-France et particulièrement le PCTI.

Les prémisses d'un projet singulier

Le projet de PCTI de Dakar puise sa pertinence et son originalité aux sources d'une coopération déjà riche entre les territoires dakarois et francilien – deux régions en tout point dissemblables mais toutes deux capitales politiques et locomotives économiques de leur pays respectif. Depuis 1995, les projets liant les deux régions touchent en effet à des domaines aussi divers que la formation, les lycées, le développement économique, l'environnement ou la santé.

C'est parce que cette coopération a porté ses fruits que le président du Conseil régional de Dakar, El Hadji Malick Gakou, soucieux des impacts du changement climatique, a sollicité l'appui de la Région Île-de-France. La signature, en mai 2011, d'une convention globale de coopération dans laquelle figure l'accompagnement au PCTI de la Région de Dakar a ainsi ouvert un nouveau chapitre des relations entre les deux régions.

Ce projet s'inscrit également dans la politique nationale en matière d'environnement. Cheikh Ndiaye Sylla, directeur de l'environnement et des établissements classés, sera associé à toutes les étapes. Il en est de même pour l'Ambassade de France, à travers le document cadre de partenariat entre la France et le Sénégal : le service de Coopération et d'Action Culturelle, apportera son appui tout au long de la démarche.

Si la Région Île-de-France a l'expérience du montage de son propre plan climat, le défi à relever fait appel à des compétences très spécifiques. Aussi a-t-elle sollicité l'ARENE, organisme associé au Conseil régional, pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage du PCTI. L'Agence dispose en effet d'une expérience importante en matière de solidarité Nord-Sud et d'accompagnement des collectivités pour l'élaboration d'Agendas 21 locaux ou de plans climat-énergie territoriaux (PCET).

Cap sur Dakar

Établie sur la presqu'île du Cap Vert, à la pointe extrême de l'Ouest africain, la région de Dakar dessine une avancée en forme de nez sur la côte atlantique. L'ouverture du Sénégal sur la mer est maximale dans cette région bordée par l'Océan atlantique au nord, au sud et à l'ouest. Cette configuration n'est évidemment pas étrangère à la situation de la capitale sénégalaise qui, dans ce contexte géo-climatique fragilisant, subit aujourd'hui les contrecoups d'un développement chaotique.

Région la plus densément peuplée parmi les 14 que compte le pays, elle est composée de quatre départements : à l'ouest, à la pointe de la presqu'île, Dakar ; au centre, Guédiawaye et Pikine ; à l'est, Rufisque. La population y est aujourd'hui estimée à trois millions de personnes,



[2] TROIS QUESTIONS À...

Pape Ahmet KEITA, adjoint au maire de la ville de Guédiawaye, est également élu au Conseil régional de Dakar (CRD) où il préside la commission Environnement-Aménagement du territoire. En dehors de ces fonctions, il est également directeur adjoint d'un cabinet d'études en aménagement du territoire.

Qu'attendez-vous du Plan climat territorial intégré de la Région de Dakar ?

Nous en attendons beaucoup ! Pour le Sénégal, et plus particulièrement pour le CRD, le PCTI est vu comme une expérience nouvelle. La première fois que ce projet nous a été présenté, les membres du CRD se sont vite rendus compte que beaucoup de questions essentielles du territoire pouvaient être traitées dans le PCTI. Nous le voyons comme un projet intégrateur qui permet de donner un cadre à de nombreux enjeux de la Région que nous avons déjà identifiés. De plus, lors de notre rencontre avec l'ARENE, nous avons beaucoup apprécié la qualité de l'équipe et la démarche de co-construction proposée. Cet accompagnement, notamment au travers du renforcement de capacités était ce dont nous avions besoin pour démarrer un projet d'une telle ampleur. Nous attendons beaucoup du PCTI, parce que tout est à faire.

Quel est le rôle du Conseil régional de Dakar dans cette démarche ?

Dans la démarche de PCTI, le CRD joue pleinement les rôles que lui confère la décentralisation. C'est-à-dire que le CRD doit promouvoir le développement dans la région et travailler sur la planification relative au territoire. Et au travers de ce projet, nous nous appuyons sur l'ARENE pour renforcer ce rôle.

Quelles interactions souhaitez-vous voir apparaître avec les autres acteurs du territoire au travers du PCTI ?

Même si ce PCTI est porté par le CRD, cela ne doit pas s'arrêter à ses portes. Il faut intégrer l'ensemble des parties prenantes, notamment toutes les autres collectivités territoriales et ses composantes. Et par collectivités territoriales, j'entends les entités politiques et administratives, mais aussi l'ensemble des acteurs qui les compose. Nous voulons vraiment créer un travail en collaboration étroite, une co-construction avec chacun des acteurs qui voudrait s'impliquer dans cette démarche.

[3] ÇA BOUGE À DAKAR

Plusieurs initiatives lancées récemment croisent les enjeux du projet de PCTI.

Le CIFRES est un centre de recherche et de formation lié à l'École supérieure polytechnique de Dakar, centré sur le développement des énergies renouvelables au Sénégal. Il est à l'origine du projet EolSénégal, qui vise à développer une solution locale et compétitive pour l'électrification des territoires isolés, grâce au petit éolien. Ce projet « éolien » vise à employer à 95 % des matériaux locaux dans la fabrication d'éoliennes et à assurer entièrement la fabrication comme la maintenance au Sénégal. Les premiers prototypes réalisés répondent totalement à ces objectifs. (Source : www.ird.fr)

Une étude de vulnérabilité des côtes sénégalaises au changement climatique, réalisée avec l'appui d'un programme d'assistance néerlandais et du ministère sénégalais de

l'Environnement et de la protection de la Nature, a permis de dresser un constat très précis de la situation (inondations, érosion côtière, impacts sur les écosystèmes, mais aussi socio-économiques...) et d'identifier des options d'adaptation afin de passer de la théorie à la pratique. Cette étude sera un élément intéressant à considérer dans la phase qui s'ouvre. (Source : c3d-unitar.org) Parmi les autres chantiers mis en œuvre, l'étude sur les déchets organiques dans la région de Dakar, les mesures effectuées par le Centre de gestion de la qualité de l'air de Dakar, la dépollution de la baie de Hann, la concertation sur les inondations dans la ville de Djedjah Thiaroye Kao, le lycée Jean Mermoz de Dakar reconstruit selon des principes bioclimatiques ou encore l'électrification des voies publiques par le solaire photovoltaïque dans la ville de Dakar...

[4] QUELQUES CHIFFRES

SUPERFICIE

France : 675 417 km²/
Île-de-France : 120 111 km²/
Sénégal : 196 712 km²/
Région de Dakar : 550 km²

POPULATION

France : 65 350 000 hab.
(estimation 2011, DOM
+ métropole)/ Île-de-
France : 11 728 240 hab.
(2009)
Sénégal : 12 855 153 hab.
(estimation 2011)/ Région
de Dakar : 2 482 294 hab.
(2008)

EMPREINTE ÉCOLOGIQUE (2007)

France : 5 ha/hab.
Sénégal : 1,1 ha/hab.

PART DES COMBUSTIBLES FOSSILES (2007) (EN % DU TOTAL DES COMBUSTIBLES)

France : 51 %
Sénégal : 57,3 %

PART DES COMBUSTIBLES RENOUVELABLES (2007) (EN % DU TOTAL DES COMBUSTIBLES)

France : 7,6 %
Sénégal : 42,4 %

ÉMISSIONS DE CO² (2008)

France : 6,1 tonnes/hab.
Sénégal : 0,4 tonnes/hab.

ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE (2005)

France : 2,3 tonnes/hab.
Sénégal : 1 tonne/hab.
Pollution urbaine (2008)
France : 13 microgrammes/
hab.
Sénégal : 81
microgrammes/hab.

(Sources : Wikipédia/ Rapport 2011 du
PNUD sur le développement humain)



soit près de 25 % de la population sénégalaise totale. Dans un pays majoritairement sahélien, dominé par un climat tropical sec, Dakar, qui concentre 80 % de l'activité économique, est un eldorado exerçant un fort pouvoir d'attraction sur le reste du pays. Aussi la région est-elle confrontée à cette équation difficile : absorber une population en constante augmentation dans un espace restreint et sans marge d'extension possible.

Ce mouvement, qui va s'accéléralant depuis les années 1970, a fait apparaître des phénomènes devenus très problématiques : habitat urbain dense et incontrôlé, production abondante de déchets, circulation automobile intense et, au bout du compte, forte pollution des sols, de l'air et de l'eau. Enfin, si la région ne participe que pour une faible part au changement climatique, elle commence à en payer les conséquences au prix fort : inondations endémiques, érosion côtière, élévation de la température, désertification, raréfaction des ressources, mal-développement, flux migratoires...

Prendre date

Ce contexte exige une réponse adaptée qui, si urgente soit-elle, doit être rigoureusement préparée. L'élaboration du plan climat de la Région de Dakar, qui touche aux trois questions air/climat/énergie, est la formulation de cette réponse. Sur place, de nombreux acteurs ont pris la mesure du problème, mettant en œuvre des actions ciblées. Cela offre la possibilité d'expérimenter des solutions in vivo, mais c'est insuffisant. D'où l'intérêt de mettre en œuvre un plan climat territorial intégré qui permet d'impliquer l'ensemble des acteurs d'un territoire (autorités locales, institutions publiques et privées, citoyens...), chacun à son niveau de compétences et de responsabilités. « Ce projet va changer beaucoup de choses, affirme Djiby Sall (cf. équipe p. 4), et d'abord en termes de concertation entre les acteurs », qui jusqu'à présent ont agi de façon trop dispersée. Il y a de leur côté beaucoup de compétences et un important potentiel, mais il faut « renforcer les équipes et les capacités », estime Sophie Dedieu (cf. équipe p. 4).

Malgré les difficultés, nous voyons plusieurs raisons de cultiver un certain optimisme – non sans prudence. « On voit des situations difficiles, il y a des décisions délicates à prendre, prévient Denis Dangaix (cf. équipe p. 4), mais on sent un vrai intérêt là-bas comme ici ». Notamment parce que, souligne Sophie Dedieu, la région de Dakar affiche une « nouvelle génération d'élus qui travaille et vit avec la population et veut changer les choses ». L'élection d'un nouveau président de la République et la nomination d'un gouvernement entièrement renouvelé surviennent à un moment décisif. Désormais, ajoute Denis Dangaix, « l'État n'est plus regardé comme une structure lointaine, il devient un partenaire ».

Apprivoiser le présent

En se lançant dans l'aventure de ce plan climat, les deux régions sont confrontées à un premier défi : celui de leurs différences sur de nombreux plans... et, pour commencer, le fait de « ne pas avoir le même climat et pas la même culture du climat ! », remarque Djiby Sall. Façonnées par des histoires et des contextes différents, ces deux cultures déterminent également une autre façon d'appréhender les problèmes et d'y répondre. Le fait que certains acteurs des deux territoires se connaissent déjà ne change rien à l'impératif d'une approche progressive. « En France, explique Sophie Dedieu, on veut comprendre en faisant l'économie des questions. Or il faut être à l'écoute ». À l'inverse, une certaine impatience d'être dans le concret se fait sentir du côté sénégalais, où l'envie d'agir des différents acteurs n'a d'égale que leur énergie... La première urgence, selon elle, est donc de « prendre le temps pour poser un diagnostic de territoire. Il y a un temps d'observation, d'apprentissage ». Cette ques-

tion de la temporalité, renchérit Denis Dangaix, « c'est l'élément clé et sans doute le point le plus délicat ».

Nous nous situons actuellement au début de l'étape de préfiguration, qui consiste à se mettre en ordre de marche – c'est-à-dire à sensibiliser en interne, à recueillir des données, à effectuer les premiers relevés. Cette phase est déterminante car elle doit permettre aux différents acteurs de se rencontrer, d'échanger et de s'accorder, mais également d'investir chacun de responsabilités propres. Au terme de cette première étape, les parties prenantes auront identifié les grandes problématiques du PCTI, et quelques actions concrètes pourront être mises en place.

Sans pouvoir présager des résultats de cette phase préliminaire, deux questions apparaissent déjà comme structurantes pour l'élaboration du futur plan climat : la gouvernance et le zonage – c'est-à-dire la prise en compte aussi bien des réflexions de chacun des acteurs, que des caractéristiques et besoins spécifiques de chaque portion du territoire.

Construire l'avenir

Une dimension fondamentale, sans laquelle le projet ne pourra porter les fruits attendus, se dessine en creux : la mise en place de modalités d'information, d'échanges et de concertation avec la population afin, souhaite Sophie Dedieu, de « faire prendre conscience des facteurs humains responsables du changement climatique et d'assurer l'appropriation du projet ». Le défi est immense, quand la préoccupation prioritaire d'une grande partie des Dakarais est leur subsistance quotidienne. Pour y parvenir, il faut commencer par « utiliser le cadre éducatif, les nouvelles technologies de l'information et de la communication [NTIC], et créer des cadres de concertation en allant au-devant de la population », estime Djiby Sall, selon qui « la sensibilisation à l'environnement est déjà présente et se développe ».

Mais il existe d'autres pistes pour favoriser la popularisation du projet. L'action économique, notamment, recèle de formidables opportunités pour faire bouger les choses. Et celles-ci ne se



trouvent pas uniquement là où l'on s'y attend : ainsi en est-il de la décharge de Mbeubeuss, vaste territoire de 175 hectares extrêmement bien organisé où, chaque jour, s'affairent des milliers de personnes dont elle constitue l'unique source de revenus. Aberration écologique et sanitaire, il serait pourtant tout aussi aberrant de la supprimer du jour au lendemain car cela mettrait en péril immédiat les familles qui en vivent. La question serait plutôt d'améliorer la vie quotidienne de ces personnes, par exemple en encadrant leurs activités et en stabilisant les revenus qu'elles en tirent, et dans le même temps de promouvoir des modes de gestion réduisant les risques sanitaires et l'impact sur l'environnement, sans pour autant négliger une réflexion sur l'avenir du lieu. De manière plus générale, il y aurait matière à développer des activités génératrices de revenus en lien avec la révolution énergétique qui s'annonce dans de nombreux domaines : le bâtiment, les transports, la production énergétique, etc.

Mais la conscientisation pourrait aussi s'opérer à travers le lien que nombre de Sénégalais établis en France entretiennent avec leur communauté d'origine : ne pourraient-ils pas devenir de précieux alliés pour relayer certains messages de sensibilisation ?

Déjà six mois...

Le chantier est lancé, l'aventure peut commencer. À l'horizon, beaucoup d'interrogations, d'espoirs et d'envies, comme autant de gages d'un projet prometteur. Et une certitude : il n'existe pas de programme « tout fait » qu'il suffirait de copier-coller.

Autant que d'énergie, de volonté et de respect mutuel, le projet exige une co-construction entre toutes les parties prenantes, avec la définition d'objectifs prioritaires, une confiance réciproque, une gouvernance locale aussi légère que possible et un appui technique centralisé. Dans les six mois à venir, l'accent sera donc mis sur l'échange, avec comme point focal le forum panafricain des collectivités et gouvernements locaux d'Afrique, Africités, qui réunit tous les trois ans des représentants des villes d'Afrique de l'Ouest et leurs partenaires d'autres régions du monde. La 6^e édition du sommet, qui se tiendra du 4 au 8 décembre prochains à Dakar, offrira une belle opportunité de discussions, et peut-être d'essaiage, autour de cette dynamique. Demeurer en vase clos serait sans doute la chose la plus regrettable pour un projet de cette nature...

Mais l'intérêt d'un tel projet dépasse les frontières sénégalaises. En effet, tout ce qui ressortira de cette expérimentation pourra être capitalisé et avoir valeur d'exemple pour des collectivités territoriales qui, à l'instar du Conseil régional d'Île-de-France, seraient amenées à accompagner un PCTI dans un pays du Sud – ou plus largement à élaborer un plan climat, fût-il local. De la démarche elle-même à l'évaluation finale, en passant par l'organisation de la concertation, l'identification des enjeux et la sensibilisation des populations... sur tous ces plans et d'autres encore, ce projet débordant de vie pourra nourrir d'autres expériences.

[7] LES VOLONTAIRES SE TIRENT LE PORTRAIT

GUILLAUME BABIN ET DJIBY SALL ONT ÉTÉ RECRUTÉS POUR LE PROJET COMME VOLONTAIRES DANS LE CADRE DES DISPOSITIFS DE VOLONTARIATS INTERNATIONAUX D'ÉCHANGE ET DE SOLIDARITÉ : LE PREMIER À DAKAR, LE SECOND À PARIS. ILS SE PRÉSENTENT L'UN L'AUTRE.

Guillaume par Djiby...

Après avoir obtenu une licence en Analyse économique, Guillaume Babin s'inscrit en 2008 en Master professionnel « Ingénierie du développement durable » à l'Université de Versailles Saint-Quentin, dont il est aujourd'hui diplômé. Il s'est spécialisé plus particulièrement sur les Plans climat territoriaux intégrés (PCTI) et sur le volet « analyse des vulnérabilités » des territoires. Cela lui a permis d'élaborer un guide pratique sur la gestion de projet territorial d'adaptation au changement climatique, avec notamment un zoom sur des outils de participation des acteurs. Pour le projet, il réalise un travail à la fois de mobilisation d'acteurs et de collecte de données sur le territoire de Dakar. Il renforce l'équipe projet mise en place au sein du Conseil régional de Dakar. Très curieux, animé par une forte envie de découverte, Guillaume pose beaucoup de questions mais sait aussi partager ses expériences et ses réflexions. Je le surnomme « l'aventurier » : après avoir parcouru la Nouvelle-Zélande, les Emirats arabes unis, l'Espagne, la Norvège et l'Allemagne, il vit au Sénégal sa première expérience en Afrique subsaharienne.

... et Djiby par Guillaume.

Après un premier cycle en géographie à Dakar, Djiby Sall a brillamment terminé ses études à L'École des Ponts ParisTech et l'École des Ingénieurs de la Ville de Paris en se spécialisant dans le Génie urbain. Lui-même fruit de la coopération décentralisée (ancien bénéficiaire du programme Master vade-mecum 2009 de la Région Île-de-France), il a au fil de son cursus renforcé son expérience professionnelle au sein de structures comme l'Institut de recherche pour le développement (IRD) ou le Conseil régional d'Île-de-France. Ces expériences justifient d'autant mieux sa place au sein de ce projet.

Djiby vient d'intégrer l'ARENE Île-de-France en tant que chargé de mission PCTI. Son rôle dans les prochains mois sera primordial puisqu'il est chargé de recueillir, de compiler et d'analyser l'ensemble des données afin d'établir les diagnostics nécessaires à l'élaboration du PCTI. Mais sa tâche ne s'arrête pas là. Parce que nos missions sont intimement liées, Djiby et moi-même formons un binôme. Il m'appuie donc dans les actions que je mène au Sénégal, malgré la distance. Nous nous efforçons ainsi de créer des synergies entre nos idées et sommes en interaction permanente afin de rendre ce PCTI aussi pertinent que nous le pouvons.

[5] LES TEMPS FORTS DES SIX PROCHAINS MOIS

- Formations aux acteurs impliqués par le PCTI
- Lancement des études « bilan énergétique » et « vulnérabilité »
- Expertise complémentaire autour du « verdissement » de la Pépinière d'entreprise agro-alimentaire, produit de la coopération entre l'Île-de-France et la Région de Dakar, destinée à accueillir les investissements des migrants sénégalais installés durablement en Île-de-France et avec l'appui et l'expertise du PAISD.
- Présentation du PCTI Dakar à Africités.

[6] UNE BELLE ÉQUIPE SUR DEUX CONTINENTS

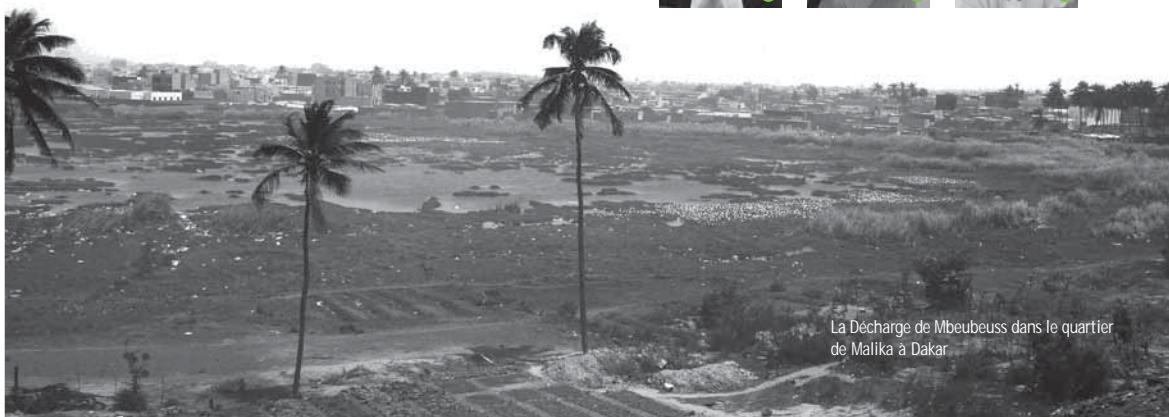
AU PLAN OPÉRATIONNEL, LE PROJET REPOSE SUR UNE ÉQUIPE BI-CONTINENTALE :

LES PORTEURS DE PROJET, AU CONSEIL RÉGIONAL DE DAKAR :

- 1 Aïssatou Sene, directrice de la coopération
- 2 Malic Faye, directeur technique
- 3 Samba Diarra, assistant technique pour la coopération décentralisée
- 4 Lamine Faye, chef du service du suivi des plans, programmes et projets
- 5 Jérémie Josso, représentant de la Région Île-de-France auprès du Conseil régional de Dakar.

L'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE, À L'ARENE ET AU CONSEIL RÉGIONAL DE DAKAR :

- 6 Denis Dangaïx, coordinateur de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage du PCTI
- 7 Sophie Dedieu, coordinatrice des plans territoriaux
- 8 Djiby Sall, chargé de mission PCTI à l'ARENE
- 9 Guillaume Babin, chargé de mission PCTI au Conseil régional de Dakar



La Décharge de Mbeubeuss dans le quartier de Malika à Dakar